



CGT POLE EMPLOI PACA

La modernisation de l'Etat expliquée aux enfants

A la lecture de la une de l'intranet Pôle emploi,
« **La modernisation de l'Etat expliquée au grand public** »,
il apparaît clairement que Pôle emploi applique avec servilité la politique du gouvernement.

Finis la neutralité, finis l'indépendance, place au parti pris et à l'asservissement idéologique !

Pôle Emploi ne se contente pas de mettre en œuvre les politiques gouvernementales, il reprend à son compte le discours dominant qui stigmatise les soi-disant défaillances du service public, sa gabegie et son inefficacité.

La RGPP, que l'on peut qualifier de **Régression des Garanties et des Prestations Publiques**, réduit de plus en plus les libertés des usagers et les moyens des services publics.

Les lois et réformes qui se succèdent, rendent le parcours du privé d'emploi toujours plus difficile et assujéti aux métiers en tension.

L'orientation ? Selon les besoins du marché.

la formation ? Selon les besoins du marché.

L'emploi ? Une obligation fonction de l'ORE.

Plus aucune place pour le projet professionnel individuel, qui fait correspondre les choix personnels et professionnels !

Pourtant, les besoins du marché conduisent le plus souvent aux délocalisations des emplois industriels.

Dans cette logique, la région PACA ne devrait être qu'un grand site touristique.

Cela se traduit par un chômage de masse, une paupérisation de la population, une déqualification des salariés et la promesse d'emplois de service faiblement qualifiés, mal payés, avec des horaires impossibles et parfois même « au noir », la définition même de l'emploi en tension !

Pôle emploi joue non seulement le jeu de cette politique mais en plus doit répondre à une autre injonction gouvernementale : la réduction des déficits publics. C'est pour cette raison que cette année 1600 postes sont supprimés et pour l'année prochaine, **c'est un départ à la retraite sur deux qui ne devrait pas être remplacé** comme pour toute la fonction publique !

La convention UNEDIC est actuellement en cours de négociation. Le MEDEF et la CFDT, habituels signataires, devraient au mieux prolonger la convention actuelle. La précédente avait pourtant réduit les droits à allocation sur le postulat qu'une reprise économique se profilait, ce sur quoi s'était jeté le MEDEF en intégrant un article qui voyait les cotisations patronales baisser en cas de reprise.

L'inverse n'était pas prévu.

La reprise se faisant attendre, la plus grande des victoires pour le MEDEF serait de reconduire en l'état la convention.

Pour la CGT, c'est au contraire d'y revenir et de demander plus de droits pour ceux subissant les réformes inspirées d'un dogme qui détruit les emplois plus qu'il n'en génère.

Pourtant, il y a fort à faire, la crise économique datant de 2009, nombre d'allocataires vont se retrouver en fin de droit cette année.

Que propose l'Etat, le MEDEF (et la CFDT ?), on ne touche à rien !

Moins d'agents publics, cela veut dire moins de service public et donc moins de droit pour les usagers.

La CGT a toujours dénoncé cette politique qui plume les services publics en général et qui s'est traduit par la disparition de l'ANPE et la création de Pôle emploi.

Au sein de Pôle emploi, le conseil en placement se limite à un rôle de police des chômeurs :
inscription, orientation vers des prestataires externes et contrôle.

**Nous avons bien compris cette modernisation de l'Etat :
c'est la mort d'un service public de l'emploi de qualité.
Nous n'en voulons pas !**